

Quelle croissance pour demain?

Après la convention citoyenne pour le climat -au demeurant un bel exercice de démocratie participative-, de laquelle a émergé 149 propositions, moins les trois jokers d'Emmanuel Macron, dont celui-ci: nous avons besoin de la croissance pour financer notre modèle social; après les deux obstacles émis par le ministre de l'économie, Bruno Le Maire, lequel a surenchéri sur ce besoin de croissance, cette fois pour payer la dette, il apparaît évident de définir cette croissance et de mettre en évidence ses limites (selon le rapport Meadows de 1972).

Quand on parle de croissance, on parle de croissance du PIB, indice relatant la somme des valeurs et des services échangés par unité de temps dans un système économique. Il relate ainsi la production économique. On peut aussi définir l'économie comme la résultante du capital humain (la force de travail apportée par les personnes), et de la production d'objets ou de services.

Mais il y manque un paramètre: la ressource. Par conséquent, les facteurs limitants la croissance d'un système économique sont: le défaut de capital humain (décroissance démographique brutale), le défaut de mise à disposition du travail (cas du confinement lié au Covid-19), ou le défaut de ressources naturelles. Chacun de ces trois défauts de paramètres engendrant une crise plus ou moins profonde.

Ailleurs l'énergie représente la capacité de l'accès aux ressources naturelles; elle quantifie l'état de changement d'un système, sa capacité à se transformer. Jusqu'à il y a deux siècles, la seule force énergétique de l'Humanité était musculaire (hormis la force vent ou de l'eau exercée sur les moulins, ou la combustion du bois pour se chauffer): les hommes eux-mêmes, dont les esclaves, et les animaux.

En 1764 apparaît la machine à vapeur. Petit à petit, les machines remplacent la force musculaire et les esclaves. Avec un rendement des centaines de fois supérieur. Mais il faut nourrir ces machines: elles ont besoin d'énergie, que l'Homme alla puiser dans les entrailles de la Terre, sous forme d'énergie fossile. Le charbon, puis le pétrole et le gaz. Le pétrole surtout, source primaire de l'énergie des machines: moins d'énergie signifie moins de machines qui fonctionnent, donc moins de production économique, car cela touche toutes les parties du système (agriculture, industrie, transports): le système se contracte, c'est déjà la décroissance.

Nous avons déjà connu trois chocs pétroliers: les premiers, en 1973 et 1979, ont restreint l'extraction de pétrole de + 8% par an à + 1% par an. Cela a abouti au chômage de masse et à l'endettement. Le premier choc lié à la guerre du Kippour, a été commandité par les USA pour faciliter l'extraction d'un pétrole alors difficilement accessible: celui du Golfe du Mexique et celui de l'Alaska. Le deuxième choc est lié à la guerre Iran-Irak, deux pays producteurs. Le troisième choc est plus sournois: il correspond au pic pétrolier conventionnel, en 2006. La crise des subprimes n'en est qu'une conséquence car elle résulte de la planche à billets que fit tourner la Réserve Fédérale en 2000 pour justement payer la facture pétrolière, ce qui favorisa les emprunts.

En 2018, le deuxième pic pétrolier arrive sur les pétroles non conventionnels: gaz de schiste, sables bitumineux. Il ne faut pas être grand clerc pour deviner l'imminence d'un quatrième choc pétrolier; comme il surviendra sur des économies moribondes en rapport avec la pandémie, s'en remettra-t-on? En effet les flux physiques se contractent depuis 2010, et l'augmentation de notre efficacité énergétique n'y suffira pas. En Europe, depuis 2007, on ne fabrique pas plus de biens, on ne transporte pas plus de matières. Comme nous sommes dans une économie minière, cela ne peut que s'accélérer à la baisse.

Cette absence de croissance des échanges de biens et de services (du PIB donc) pourrait préfigurer la décroissance. Mais ce n'est pas une bonne nouvelle, car ce cadre nous est imposé. Aussi, quand Bruno Le Maire jure par la croissance pour payer la dette, il rêve. Et si de plus, nous devons diminuer notre production de CO2 pour lutter contre le changement climatique, cela ne pourra se faire sans drastiquement diminuer notre consommation en énergie fossile. Ce qui est incompatible avec la croissance espérée par le ministre de l'économie.

Bruno Bourgeon, porte-parole d'AID. <http://www.aid97400.re> D'après une entrevue de Jean-Marc Jancovici aux Rencontres d'Aix, le 3 juillet 2020: <https://www.youtube.com/watch?v=FT-b8dILm2A>